Huit millions d'euros de l'Union européenne pour les élections au Burundi

PANA, 20 janvier 2015 Bujumbura, Burundi - L'Union européenne (UE) va débiter huit millions d'euros pour appuyer les opérations prévues dans le processus des élections générales de 2015 au Burundi, annonce un communiqué de la Délégation de l'UE à Bujumbura. Les opérations qui seront appuyées financièrement par l'Union européenne sont la constitution du fichier électoral, la formation des agents électoraux, l'organisation technique et matérielle des différents scrutins.

L'aide de l'UE permettra aussi d'appuyer la gestion des contentieux liés au processus électoral ainsi que les efforts d'apaisement en faveur d'un climat électoral serein. Il s'agit ainsi pour l'Union européenne de contribuer à ce que le processus électoral burundais soit 'libre, transparent, crédible, inclusif' et conforme aux standards internationaux, dans le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme. Le communiqué rappelle que le processus électoral est suivi attentivement par l'Union européenne, dans le cadre du dialogue politique intensifié avec le gouvernement du Burundi, conformément à l'article 8 de l'Accord de Cotonou, au Bénin, entre l'UE, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP-CEE) en matière de coopération multilatérale au développement. Le coût estimatif des élections générales de l'année s'élève à quelque 60 millions de dollars américains, dont plus de la moitié est attendu des banques de fonds bilatéraux et multilatéraux du pays.